

te  
S  
K-  
u-  
té  
at  
e.  
is  
'à  
n-  
ns  
ux  
ne  
er  
rs  
té  
ns  
o-  
er  
ir-  
é-  
ec  
ou  
ifs  
ns  
  
=  
  
L  
  
s  
a  
  
e  
s  
-  
n  
i  
t  
le

7/03/08 10 AZ

# Les organismes de soutien aux familles dénoncent l'indifférence de l'État

LOUISE-MAUDE  
RIOUX SOUCY

Les partis politiques s'arrachent l'attention des familles et rivalisent d'ingéniosité pour s'attirer leurs faveurs. Cette surenchère laisse dans l'ombre ceux-là mêmes qui accompagnent leur quotidien, soit les quelque 260 organismes communautaires famille (OCF). Alors qu'ils ont toujours été sous-financés, leur intégration au ministère de la Famille devait les sortir une fois pour toutes de leur misère. Quatre ans plus tard, rien n'a changé, et ils crient tous famine.

Pas moins de 100 000 familles ont recours aux OCF tous les ans, que ce soit pour du répit, du suivi ou du soutien. Mais plusieurs essuient des refus ou voient leurs heures de service fondre comme neige au soleil, faute de fonds suffisants. *«Beaucoup de nos groupes fonctionnent avec des budgets dérisoires, 10 000 \$, 20 000 \$ par année. La moyenne ne dépasse pas les 51 000 \$ alors que chacun aurait besoin de 90 000 \$ pour assurer tous les services»*, a expliqué Sylvie Lévesque, directrice de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ).

En mars 2005, le ministère avait créé une table de concertation destinée à sortir les OCF de la pauvreté. À l'époque, une somme de 15 millions de dollars avait été réclamée afin de rétablir une certaine équité avec les centres de femmes et les maisons de jeunes, qui reçoivent en moyenne 127 000 \$ pour les premiers et 72 000 \$ pour les seconds. Le ministère avait répondu favorablement à cette demande en accordant une première enveloppe de 600 000 \$.

Depuis, plus rien. *«Les 600 000 \$ n'ont couvert que deux années d'indexation. Aujourd'hui, on est revenu au même point et nos demandes sont donc toujours de 15 millions»*, a fait valoir Mme Lévesque. Les organismes ont profité des derniers mois pour sensibiliser les députés et la ministre de la Famille,

Michelle Courchesne, à leurs problèmes récurrents de financement. Ils espèrent encore une réponse favorable d'ici le dépôt du budget, prévu le 13 mars.

Mais les appuis sont difficiles à rallier, convient Mme Lévesque. Et la lutte est difficile à mener. *«Nous n'avons pas une tradition de revendication. Les familles n'ont pas le temps de se mobiliser, encore moins l'énergie pour se battre.»* Quant aux politiciens, ils font souvent la sourde oreille. *«Donner aux organismes communautaires rapporte gros à long terme, mais ça ne rapporte pas beaucoup de dividendes politiques immédiats. Les partis préfèrent les mesures qui touchent directement les gens.»*

Les OCF offrent notamment du répit parental, des ateliers de soutien, de l'aide aux devoirs, des ateliers de stimulation précoce, des cuisines collectives et une panoplie d'autres services destinés à soutenir les familles fragilisées par une rupture, une perte d'emploi ou une maladie, par exemple. Ces services s'enracinent dans des milieux de vie qui aident les familles à créer ou à solidifier leurs liens d'appartenance. Les petits moyens des OCF les forcent toutefois à parer au plus urgent et plusieurs groupes ne répondent maintenant plus qu'aux besoins des familles les plus démunies ayant des enfants âgés de zéro à cinq ans.

Ils laissent ainsi en plan de nombreuses familles dont les problèmes ne sont pas moins aigus, regrette Francine Faubert, présidente du conseil d'administration de la Fédération québécoise des organismes communautaires famille (FQOCF). *«Un investissement supplémentaire dans le financement des OCF dans le prochain budget représenterait pourtant une aide directe aux familles québécoises. Il contribuerait à enrichir le tissu social et à envoyer un message positif aux familles et à l'ensemble de la société.»*

*Le Devoir*